

Présentation et extrait d'interview d'Ahmadou Kourouma

Il naît en 1927, dans la petite ville de Boundiali qui est maintenant une préfecture de la Côte-d'Ivoire. Son père appartient à l'élite des colonisés : il est infirmier. Comme le rappelle l'auteur, on l'appelait «docteur» et son rang lui donnait le droit de disposer des services d'indigènes soumis aux travaux forcés. Mais l'oncle qui l'élève, s'il joue un rôle tout aussi éminent, est d'un bord opposé : c'est un maître chasseur, une figure éminente de cette confrérie qui occupe le sommet de la hiérarchie sociale traditionnelle, non seulement parce qu'elle a le pouvoir des armes mais aussi celui de la magie, acquis par sa fusion avec la nature.

Étudiant contestataire à l'École technique supérieure de Bamako (Mali), Ahmadou Kourouma est appelé sous les drapeaux et envoyé en Côte-d'Ivoire pour participer à la répression du mouvement naissant de libération, le Rassemblement démocratique africain. Il refuse et, mobilisé dans l'armée coloniale en Indochine, il rejoint son poste uniquement parce que Bernard Dadier, l'écrivain alors le plus célèbre du pays, l'incite à aller y acquérir une formation militaire pour se préparer à la guerre anti-coloniale qu'il croit inévitable.

Il poursuit ensuite ses études en France, mais dans un domaine auxquels la plupart des enfants de l'élite africaine tournent le dos : les sciences. Et c'est en tant que technicien des assurances qu'il regagne la Côte-d'Ivoire au lendemain de son indépendance. Pas pour longtemps : il refuse de «céder à la magie du parti unique, qui voulait qu'il représente la seule forme de pouvoir pour développer le pays», est jeté quelques mois en prison et prend finalement le chemin de l'exil.

Son deuxième retour dans son pays, en 1970, sera presque aussi bref. Sa pièce de théâtre, *Le diseur de vérité*, publiée en 1974, est jugée «révolutionnaire». Il repart donc 10 ans au Cameroun, puis au Togo jusqu'en 1993, tout en continuant son ascension professionnelle dans des entreprises privées d'assurance.



«Il y a deux façons d'écrire en Afrique, En premier lieu, on peut écrire sur l'Afrique et pour les Africains. L'écrivain dénonce alors une situation plus ou moins connue d'eux, et prend le risque de dire à haute voix la vérité. Il ne peut pas alors espérer vendre beaucoup : il s'adresse au lectorat d'un pays en voie de développement, où les gens ne savent pas lire, ou n'ont pas les moyens financiers d'entretenir leur lecture. Mais on peut aussi écrire pour un public plus vaste en traitant de sujets qui intéressent aussi les non-Africains. Des auteurs africains résidant en France écrivent par exemple pour un lectorat exclusivement européen. Dans ce cas, même nés en Afrique, ils sont des écrivains européens. D'autres, plus rares, arrivent à publier des best-sellers en France et à être lus en Afrique.»

Ahmadou Kourouma dit encore : «Je pense que nous devons essayer de nous adresser à tous, en présentant nos problèmes comme des problèmes humains, donc touchants et passionnants pour tous. Nous devrions suivre en cela l'exemple de la grande littérature latino-américaine. Mais les Africains sont en passe de changer. Les tout premiers écrivains africains ont pris la plume pour montrer qu'eux aussi pouvaient s'exprimer par l'écriture, qu'eux aussi étaient des êtres humains. A l'époque, certains exprimaient des doutes à ce propos... Ma génération a dépassé ce stade. Elle a souvent choisi l'écriture comme un moyen de dénonciation.»

(...)

Ce qui m'intéresse, c'est de reproduire la façon d'être et de penser de mes personnages, dans leur totalité et dans toutes leurs dimensions. Mes personnages sont des Malinkés. Et lorsque qu'un Malinké parle, il suit sa logique, sa façon d'aborder la réalité. Or, cette démarche ne colle pas au français : la succession des mots et des idées, en malinké, est différente. Entre le contenu que je décris et la forme dans laquelle je m'exprime, il y a une très grande distance, beaucoup plus grande que lorsqu'un Italien, par exemple, s'exprime en français. Je le répète, mon objectif n'est pas formel, ou linguistique. Ce qui m'intéresse, c'est la réalité. Mes personnages doivent être crédibles et pour l'être, ils doivent parler dans le texte comme ils parlent dans leur propre langue.

Quelles sont les caractéristiques du malinké ? Comment le décririez-vous ?

Contrairement à ce que l'on peut penser, il me semble que les langues africaines sont, en général, beaucoup plus riches que les langues européennes. Elles disposent d'un grand éventail de mots pour désigner une même chose, de nombreuses expressions pour évoquer un même sentiment, et de multiples mécanismes permettant la création de néologismes. Le malinké seul en connaît une dizaine. A cela s'ajoute la richesse en proverbes et en dictons, auxquels nous avons l'habitude de nous référer constamment. Dès lors, il n'est pas étonnant que nous ayons parfois le sentiment de nous «enliser» quand nous utilisons le français pour décrire notre vie et notre univers psychologique. D'un autre côté, la langue française est issue d'une civilisation catholique et rationaliste : ça se voit dans sa structure, dans sa façon de découper et d'exprimer la réalité. Influencée par une spiritualité fétichiste, notre langue est plus proche de la nature.

Les écrivains occidentaux parlent volontiers de l'écriture comme d'une nécessité physique, vitale, organique. Pour vous, elle serait plutôt un moyen de se faire entendre.

Pour nous, écrivains africains, l'écriture est aussi une question de survie. Quand j'ai écrit *Les Soleils des indépendances*, j'avais pour objectif de dénoncer des abus de pouvoir, des abus économiques et sociaux. Il y avait donc là une nécessité vitale et absolue! Tous les écrivains français contemporains, comme les auteurs d'autres pays d'Europe, ont consacré une partie de leur production à la réflexion sur les quatre ans d'occupation et d'oppression que leurs pays ont subis pendant la Deuxième Guerre mondiale. Or, en Afrique, nous avons eu 100 ans d'occupation, et vous comprenez bien qu'il est vital pour nous d'en parler, d'en analyser les suites et les effets. Nous avons eu autant de massacres que les Européens pendant cette dernière guerre et sous les régimes autoritaires stalinien. Dans mon deuxième roman *Monné, outrages et défis*, publié en 1990, j'ai voulu justement faire comprendre que nous aussi nous avons beaucoup souffert. Et cette souffrance fait aussi l'objet du roman que je viens d'achever, *En attendant le vote des bêtes sauvages*, axé sur la tragédie de la guerre froide en Afrique.

(...)

Lorsque l'opposition entre en scène au début de la démocratisation, après la fin de la guerre froide, elle est encore pire que la dictature.

C'est un fait : les premiers opposants, les «déscolarisés», se sont révélés des pilliers enivrés, drogués, sans morale ni principe. Et les opposants qui reviennent d'un très long exil étaient, comme je l'ai écrit, «des personnes extrinsèques aux hommes et aux mœurs de leur pays», et donc incapables d'en saisir les réalités. C'est vrai que les uns et les autres voulaient d'abord se venger et s'enrichir. Pourquoi? Parce que tous croyaient encore à un mirage : tout est dans le pouvoir, le pouvoir est tout.

Tout le monde avait démissionné et laissé le chef agir en chef de village, comme dans l'Afrique traditionnelle. Les dictateurs estimaient qu'ils pouvaient décider seuls de tout, sans même écouter leurs conseillers. L'argent de l'État était leur argent. Tous ceux qui devenaient riches appartenaient au pouvoir. Il était si absolu que tout le monde attendait tout de lui. Un exemple : aujourd'hui encore, dans mon pays, lorsqu'une personne un peu notoire décède, son entourage attend du chef de l'État qu'il verse personnellement 10 000 ou 20 000 francs français pour les funérailles !

Dès lors, il était logique que la démocratisation commence par ces pires pratiques : détruire l'ancien pouvoir, tout ce qui lui appartenait et tout ce qui le représentait, parce que tout allait à lui et tout venait de lui. Rien de constructif ne pouvait être bâti sur les bases qui existaient, ni le dictateur et son entourage, corrompus, ni les opposants revenus de l'étranger, qui ne comprenaient pas la réalité et ne pouvaient donc avoir prise sur elle. Les hommes ont toujours les mêmes comportements. Comme le dit le proverbe malinké : «Le chien n'abandonne pas sa mauvaise façon de s'asseoir».

La dénonciation la plus originale de votre dernier roman est qu'en Afrique, réalités et magie seraient indissociables. Votre anti-héros, le dictateur Koyaga, triomphe de tous ses adversaires surtout parce que ses pouvoirs magiques sont les plus forts.

Je ne crois pas à la magie. L'une des raisons que je donne à tous les Africains qui me demandent pourquoi, est que si la magie existait, nous n'aurions pas laissé enlever 100 millions de personnes, dont 40 millions peut-être sont arrivées aux Amériques et 60 millions sont mortes en chemin. Si la magie était vraie, les esclaves se seraient transformés, disons, en oiseaux, pour revenir chez eux. Je ne crois pas à la magie quand, enfant, j'ai vu ce qu'étaient les travaux forcés : avec la magie, les gens y auraient échappé. Mais, dans un roman, il faut décrire la mentalité, les idées, de ses acteurs. Pouvoir et magie sont indissociables dans la tête de la plupart des Africains. Le dictateur a non seulement le pouvoir et l'argent, mais aussi les meilleurs féticheurs et ensorceleurs. Et c'est parce qu'ils sont les meilleurs que le dictateur est invulnérable et que, du coup, son pouvoir est sans limites. Dans les esprits de l'entourage du dictateur comme dans ceux du peuple, pouvoir et magie ne font qu'un.

Comment l'Afrique pourra-t-elle alors s'en sortir, à plus forte raison dans un monde de plus en plus scientifique et technique ?

La rationalité va peu à peu s'y imposer en même temps que la démocratie : celle-ci est encore lointaine mais arrive lentement. Elle ne résoudra pas tous les problèmes, mais nous en avons déjà l'élément constitutif : la parole. Partout, nous disons ce que nous voulons, et c'est beaucoup. Et nous pouvons dire en particulier — et nous voyons — que la toute-puissance du chef disparaît : la presse peut maintenant dénoncer ses abus de pouvoir ou sa corruption; il doit se battre contre ses adversaires aux élections; on peut devenir riche sans être pour autant lié au pouvoir. Parce qu'il ne dispose plus uniquement d'avantages mais doit aussi assumer des devoirs et des responsabilités, le chef n'est plus un surhomme, mais il devient, tout simplement, un homme. Et, du coup, la part magique de son pouvoir disparaît.

Pourtant, à la fin de votre dernier ouvrage, le dictateur est contraint de procéder à des élections, mais «si les hommes se refusent de voter pour lui, les animaux sortiront de la brousse, se muniront de bulletins et le plébisciteront».

Aussi curieux que cela paraisse, beaucoup de gens croient que c'est possible; ils sont même sûrs que des présidents se sont fait élire ainsi... Mais cette méthode représente un progrès. Avant, il n'y avait pas d'élection du tout, ou, quand elles avaient lieu, il suffisait que le dictateur veuille 99% des voix pour que les électeurs les lui donnent. Maintenant, il est obligé de tricher. Le vote des bêtes sauvages est l'ultime recours des dictateurs en perdition.

1. Les Malinkés sont le plus important des groupes qui composent l'ethnie mandée. Ils vivent surtout en Guinée, au Mali, au Sénégal et en Côte-d'Ivoire où ils représentent environ 11% de la population. Islamisés depuis le XIe siècle, ils ont été à la tête d'empires extrêmement puissants qu'ils dominaient par leur nombre, leurs armes et leur pouvoir économique : ils passent pour être de grands entrepreneurs et sont aussi connus sous le nom de Dioulas, qui signifie «commerçants» en malinké.

« Ahmadou Kourouma, ou la dénonciation de l'intérieur », propos recueillis par René Lefort et Mauro Rosi, *Le Courrier de l'UNESCO*, mars 1999 :

http://www.unesco.org/courier/1999_03/fr/dires/txt1.htm